

DÉCLARATION SUR LES RÉCENTS ÉVÉNEMENTS EN PALESTINE ET EN ISRAËL

Conseil Œcuménique des Églises - Comité exécutif - 17 novembre 2021

Quand Jésus fut près de la ville et qu'il la vit, il pleura sur elle, en disant : « Si seulement tu comprenais toi aussi, en ce jour, comment trouver la paix ! Mais maintenant, cela est resté caché à tes yeux ! » (Luc 19, 41-42).

En réaction à une série d'événements récents en Palestine et en Israël, des responsables d'Églises et des partenaires de la région ont fait part de leurs préoccupations concernant les colonies et les activités des colons soutenues par les autorités à l'intérieur de la vieille ville et sur les lieux saints, les changements dans le statu quo, les menaces pour l'identité pluriconfessionnelle de Jérusalem, le déplacement de Palestiniens de leurs maisons et la restriction des activités culturelles des communautés palestiniennes.

Ces événements indiquent une aggravation de la situation dans la région et sont le symbole des manières dont l'occupation militaire actuelle des territoires palestiniens fait obstacle à l'instauration d'une paix juste entre les peuples de Terre Sainte. Ajoutons à cela la pandémie de COVID-19 et les actions en résultant qui ont entraîné de nouvelles restrictions du champ d'action de la société civile dans la région.

Des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme accusées de "terroristes"

Tout comme certaines organisations internationales de la société civile, la société civile palestinienne est depuis longtemps la cible de mesures qui réduisent sa marge de manœuvre. Tout récemment, le ministre israélien de la Défense a désigné six organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme et de la société civile - y compris des organisations œuvrant pour les droits des enfants et des femmes - comme organisations terroristes, alors qu'aucune preuve n'a été apportée pour justifier cette décision. La plupart des organisations israéliennes de défense des droits humains ont condamné cette mesure.

Cette accusation sans fondement est une attaque contre le mouvement palestinien des droits de l'homme et les droits de l'homme partout dans le monde. Faire taire ces voix est incompatible avec les principes de la démocratie, des droits de l'homme et du droit humanitaire international. La législation antiterroriste ne doit pas être utilisée pour porter atteinte aux libertés civiles ou restreindre le travail légitime des organisations de défense des droits humains.

Colonies juives en Cisjordanie occupée et déplacement forcé de Palestiniens à Jérusalem

Autre fait inquiétant, les autorités israéliennes ont poursuivi leurs projets de construction de plus de 3 100 nouveaux logements dans les colonies juives de Cisjordanie occupée. Un comité de planification a donné son approbation finale pour 1 800 logements et son approbation préliminaire pour 1 344 autres. Cette expansion est contraire au droit international et à la quatrième Convention de Genève et sape davantage les espoirs de mettre fin à l'occupation et d'offrir un avenir juste et pacifique aux deux peuples.

En outre, environ 300 résidents palestiniens de 28 familles sont toujours menacés d'expulsion et de déplacement forcé de leurs maisons dans le quartier de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est où

ils vivaient depuis 1956 en vertu d'un accord entre l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA) et le Royaume hachémite de Jordanie.

Attaques contre la récolte des olives

La saison de la récolte des olives est toujours difficile pour de nombreuses familles palestiniennes car elles sont souvent victimes de harcèlement et de vandalisme de la part des colons israéliens. À ce jour, alors que la récolte des olives est toujours en cours, 28 incidents ont été recensés au cours de cette saison de récolte. Au total, 1 415 arbres ont été endommagés ou détruits et des centaines de kilogrammes d'olives ont été volés. Lors d'un incident violent notable, des colons israéliens ont attaqué des membres de la communauté palestinienne d'Awarta et des volontaires de *Rabbis for Human Rights* avec des bombes au poivre.

Fermeture d'évènements religieux

Une mesure supplémentaire contribuant au rétrécissement de l'espace de la société civile a été la décision du ministre israélien de la sécurité publique de fermer un événement culturel religieux à Jérusalem-Est. Cet événement avait pour but d'améliorer le bien-être psychosocial des enfants palestiniens et de renforcer leurs mécanismes d'adaptation. Le ministre a cherché à justifier cette action par le fait que l'Autorité palestinienne finance ces événements, ce que les organisateurs nient, et aucune preuve n'a été fournie pour étayer cette affirmation.

Le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (EAPPI) et COVID-19

En l'absence de visiteurs internationaux, de pèlerins et d'accompagnateurs œcuméniques, les attaques de colons en Cisjordanie ont considérablement augmenté. Selon les partenaires de l'ONU, EAPPI a été la seule présence protectrice internationale constante en Cisjordanie. Jusqu'à la pandémie de COVID-19, EAPPI avait le plus grand nombre d'observateurs sur le terrain parmi toutes les organisations internationales travaillant en Palestine et en Israël. Israël ayant récemment rouvert ses frontières, le retour des accompagnateurs œcuméniques internationaux est prévu.

Nous prions également et encourageons l'augmentation du nombre de pèlerins et de visiteurs en Terre Sainte, pour qu'ils servent de témoins chrétiens et pour améliorer l'économie palestinienne afin d'aider le peuple à rester déterminé et à se relever après deux années de crise économique.

Prier et agir pour une paix juste en Terre Sainte

Le comité exécutif du Conseil œcuménique des Églises, réuni à Bossey, en Suisse, du 12 au 17 novembre 2021, en appelle à nouveau à la conscience du monde face à l'occupation militaire incessante des territoires palestiniens et à la marginalisation et l'obstruction permanentes des aspirations légitimes des Palestiniens à une dignité humaine et aux mêmes droits pour tous. Une paix juste et durable en Terre Sainte ne peut être construite par la violence et l'injustice. Nous appelons à nouveau tous les chrétiens et toutes les personnes de bonne volonté à prier et à agir pour entretenir l'espoir de la paix, de la justice, de la dignité et des droits pour les Palestiniens comme pour les Israéliens, et d'une solution pacifique à la situation dans la région, conformément au droit international.